

**MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

**Pouvoir adjudicateur :**

**AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE  
90 rue du Férétra  
CS 87801  
31078 TOULOUSE CEDEX 04**

---

## **Consultation n° 2025-107**

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le lancement et l'animation  
d'un réseau d'échanges sur les micropolluants (volet préventif)**

---

**CODE CPV (principales et complémentaire) :**

90700000 : Services relatifs à l'environnement

=

**MODE DE DEVOLUTION :**

Procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique

<b>ARTICLE 0 – PRESENTATION DE L’AGENCE DE L’EAU ADOUR-GARONNE ET CONTEXTE DU MARCHE</b>	<b>5</b>
1. Présentation de l’Agence de l’eau Adour-Garonne	5
2. Contexte du marché	6
<b>ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE</b>	<b>8</b>
3. Objet du marché	8
4. Pouvoir adjudicateur	8
5. Allotissement	8
6. Décomposition en tranches	9
<b>ARTICLE 2 – MODE DE DEVOLUTION ET FORME DU MARCHE</b>	<b>9</b>
1. Mode de dévolution du marché	9
2. Forme du marché	9
3. Réalisation de prestations similaires	9
<b>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 4 – DONNEES DISPONIBLES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 – SUIVI DES PRESTATIONS ET REUNIONS</b>	<b>14</b>
1. Suivi par l’Agence	14
2. Représentant du titulaire	14
<b>ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE ET CALENDRIER</b>	<b>15</b>
1. Durée du marché	15
2. Calendrier	15

<b>ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE</b>	<b>16</b>
9.1- Nature des prix	16
9.2 Révision des prix	16
<b>ARTICLE 10 – MONTANT MAXIMAL DU MARCHE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD</b>	<b>16</b>
1. Modalités de calcul	16
2. Pénalité pour modification des interlocuteurs désignés	17
3. Plafonnement	17
4. Exonération et mise en recouvrement des pénalités	17
5. Pénalités en cas de cotraitance	17
<b>ARTICLE 12 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS</b>	<b>17</b>
1. Vérifications des prestations	17
2. Décisions après vérification	17
<b>ARTICLE 13 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE</b>	<b>18</b>
1. Propriété des données	18
2. Propriété des résultats	18
<b>ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>18</b>
1. Présentation de la demande de paiement	18
2. Cotraitance	19
3. Financement du marché	19
4. Modalités de paiement	20
5. Comptable assignataire de la dépense	21
6. Cession de créances	21

<b>ARTICLE 16 – ASSURANCES</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE (SERVICES UNIQUEMENT)</b>	<b>21</b>
1. Agrément du sous-traitant	21
2. Paiement direct au sous-traitant	22
<b>ARTICLE 18 – MODIFICATION RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 20 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 21 – DIFFERENDS</b>	<b>24</b>
1. Différends	24
2. Tribunal compétent	24
<b>ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>25</b>

# ARTICLE 0 – PRESENTATION DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE ET CONTEXTE DU MARCHÉ

## 1. Présentation de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

### ➤ Création et missions :

Créée par la loi sur l'eau de 1964, l'Agence de l'eau est un établissement public de l'État. Elle remplit une mission d'intérêt général visant à gérer et préserver la ressource en eau ainsi que les milieux aquatiques.

L'Agence de l'eau Adour-Garonne exerce son action à l'échelle du grand bassin hydrographique Adour-Garonne.

Acteur incontournable de la mise en œuvre des politiques publiques nationales et européennes en matière d'eau, l'Agence joue un rôle central dans l'action territoriale. Elle dispose d'une expertise approfondie sur les données relatives à l'eau et contribue fortement à la planification des actions à l'échelle adaptée, en leur apportant ensuite des moyens de financement.

### ➤ Statut et gouvernance :

Dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, l'Agence de l'eau Adour-Garonne est placée sous la double tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Économie et des Finances.

Son conseil d'administration, émanation du comité de bassin, pilote l'activité de l'Agence et définit sa politique à travers des programmes pluriannuels d'intervention. Le 12<sup>e</sup> programme encadrera les aides et les redevances de l'Agence sur la période 2025-2030.

### ➤ Fonctionnement :

L'Agence de l'eau Adour-Garonne met en œuvre la politique de l'eau définie par son Comité de bassin, en cohérence avec les cadres d'action nationaux et européens. Elle applique notamment la directive-cadre européenne sur l'eau ainsi que l'ensemble de la législation française en matière d'eau et d'environnement, notamment les axes d'action définis lors des Assises de l'eau de 2019.

Depuis près de 50 ans, les débats sont organisés au sein du Comité de bassin, dont l'Agence assure le secrétariat.

Sur le bassin Adour-Garonne, l'Agence met en œuvre les objectifs et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et de ses déclinaisons locales (SAGE). Elle favorise ainsi une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Elle perçoit des redevances et redistribue des aides sur l'ensemble du territoire, veillant à un partage solidaire et équilibré de l'eau entre les différents usagers (industriels, agriculteurs, ménages...).

### ➤ Organisation :

Le siège de l'Agence de l'eau Adour-Garonne se compose de diverses directions, dont :

- La Direction des Interventions et de l'Expertise Eau et Milieux, décomposée en quatre services :
  - Le service innovation et industrie
  - Le service assainissement, pluvial et territoires
  - Le service gestion de la ressource – hydroélectricité

- Le service biodiversité, agriculture, milieux aquatiques, cartographie
- La Direction Communication et instances

Le siège a une vision globale à l'échelle de l'ensemble du bassin Adour-Garonne.

Plus localement, le bassin Adour-Garonne est découpé en sous-bassins correspondant au territoire des cinq unités territoriales de l'Agence, permettant sa proximité avec le terrain et les partenaires locaux. Les délégations sont situées à :

- **Bordeaux** pour la délégation **Atlantique-Dordogne** et les départements de la Charente, Charente-Maritime, Gironde, Lot-et-Garonne, Deux-Sèvres, Vienne ;
- **Saint-Pantaléon-de-Larche** pour la délégation **Atlantique-Dordogne** et les départements du Cantal, Corrèze, Creuse, Dordogne, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne ;
- **Pau** pour la délégation **Adour et côtiers** et les départements des Landes, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées ;
- **Rodez** pour la délégation **Garonne Amont** et les départements de l'Aveyron, Gard, Lot, Lozère ;
- **Toulouse** pour le siège social, ainsi que pour la délégation **Garonne Amont** et les départements d'Ariège, Aude, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Tarn et Tarn-et-Garonne.

## 2. Contexte du marché

La présence de micropolluants dans les milieux aquatiques inquiète de plus en plus. En raison de leur toxicité à très faible dose (de l'ordre du microgramme, voire du nanogramme par litre), de leur persistance et de leur bioaccumulation, ces substances sont de nature à engendrer des nuisances sur les organismes vivants.

Les micropolluants regroupent environ 100 000 substances de différentes catégories : des pesticides et leurs métabolites, des PFAS, des médicaments, des hormones, des cosmétiques, des détergents, des carburants, des peintures, des plastiques, des métaux, de la nicotine, des drogues, ... mais seules 1 000 molécules sont placées sous surveillance. Les micropolluants proviennent essentiellement de nos activités humaines (agricoles, industrielles, médicales et domestiques) et on les retrouve dans diverses matrices (eau, air et sols). À l'échelle mondiale, la sphère scientifique est unanime : la micropollution, de l'eau en particulier, a de forts impacts sanitaires et environnementaux.

Réduire la présence des micropolluants dans les milieux aquatiques constitue un enjeu majeur, d'autant plus marqué par le changement climatique dont les effets seront le plus marqués sur le bassin Adour-Garonne : il s'agit d'une des actions prioritaires de l'Agence de l'eau Adour-Garonne ainsi que des services de la DREAL et de la Région concernées par le Bassin Adour-Garonne.

Au niveau européen, deux directives encadrent les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique : la directive 76/464/CEE du 4 mai 1976 et la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, aussi appelée Directive Cadre Eau (DCE). Afin d'aider à la mise en œuvre des objectifs de ces textes européens, une action nationale de recherche et de réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) a été lancée en France dans chaque région. Cette action, définie en 2002 par [circulaire](#) du ministère en charge de l'environnement, a été étendue en 2004 à des installations non classées telles que les Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) urbaines de capacité  $\geq 10\,000$  équivalents-habitants (EH). L'objectif de cette action est de :

1. Rechercher les rejets de substances dangereuses dans l'eau au travers de diverses campagnes d'analyses :
  - a. 112 substances recherchées pour les ICPE

- b. 96 substances recherchées pour les STEU de manière obligatoire, avec une liste de 25 substances pertinentes à surveiller (comportant notamment certains médicaments exempts de la liste obligatoire) pouvant être suivie de façon optionnelle
2. Si des micropolluants sont détectés de manière significative pour les STEU, rechercher les émetteurs par substance et élaborer un plan d'action comportant les mesures de réduction appropriées.

Pour notre bassin Adour-Garonne, sont concernés par cette action RSDE :

- 657 ICPE en surveillance initiale en 2016 ; les campagnes d'analyses RSDE terminées à ce jour ont conduit soit à la mise en place de plans d'actions de réduction, soit à une surveillance pérenne, selon les substances identifiées et leurs flux. Entre 150 et pratiquement 190 STEU (liste en cours de consolidation avec les services de la DDT)

D'autre part, concernant les PFAS, le plan interministériel français de 2024 et la récente loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visent notamment à réduire les risques liés à l'exposition des populations aux PFAS, entre autres en imposant aux ICPE soumises à autorisation l'interdiction de rejeter des PFAS sous forme aqueuse d'ici cinq ans. Le récent Décret du 08 Septembre 2025 précise comme trajectoire une réduction des émissions de 70 % d'ici fin février 2028 (en prenant pour référence les émissions de 2023, telles que connues ou estimées), afin de tendre vers la fin de ces rejets fin février 2030. De plus, le récent Arrêté du 03 septembre 2025 impose le suivi analytique des PFAS dans les STEU soumise à RSDE

Enfin, la révision de la Directive européenne Eaux Résiduaire Urbaines (DERU2) publiée le 12 décembre 2024, dont les dispositions doivent être transposées en droit français au plus tard le 31 Juillet 2027, introduit la nécessaire réduction des micropolluants rejetés dans les milieux aquatiques. Elle vise les STEU de capacité supérieure à 150 000 EH (ou 10 000 EH en zones sensibles à l'accumulation de micropolluants).

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) pour accompagner la mise en place de plusieurs démonstrateurs sur la thématique des micropolluants à l'échelle de son bassin. Le but de cet AMI est de :

- Identifier les acteurs confrontés aux micropolluants dans leurs activités ou les collectivités ayant des problématiques liées aux micropolluants
- Rechercher des acteurs pouvant apporter des solutions dans l'analyse et le traitement des micropolluants, qu'ils soient des entreprises ou des acteurs académiques
- Accompagner les projets et les acteurs dans la mise en place de sites pilotes ou de démonstrateurs ayant pour but d'éliminer les micropolluants

Les réponses obtenues sont les suivantes :

- 8 sites potentiels de démonstration (4 collectivités, 2 industriels et 2 établissements de soins)
- 66 apporteurs de solutions (38 entreprises et 28 académiques)

L'AMI en est actuellement au stade de montage de projets.

Réduire les pollutions liées aux micropolluants fait partie des orientations du SDAGE Adour-Garonne.

**L'Agence de l'Eau Adour-Garonne souhaite ainsi s'appuyer sur une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour créer et animer un réseau d'échanges sur les micropolluants** à destination des collectivités, des établissements de santé et des industriels, visant principalement à partager la connaissance, les pratiques et les retours d'expérience entre les divers acteurs et à faciliter la mise en œuvre d'actions préventives territorialisées de maîtrise et de réduction des rejets ponctuels de micropolluants dans les masses d'eau. Cette initiative répond au besoin d'augmenter l'accompagnement de l'agence et des services déconcentrés de l'état sur les actions préventives relatives aux micropolluants, notamment à l'échelle territoriale (augmentation des besoins en 2025 avec l'émergence de plus en plus de diagnostics amont / plans d'actions RSDE en 2024).

Par ailleurs, sur le terrain, les collectivités remontent le besoin de pouvoir mutualiser / partager les connaissances et les expériences compte-tenu du caractère diffus des pollutions et de la complexité de la problématique. Pour les petites collectivités notamment, l'échelle locale n'est pas suffisante pour mener à bien des plans d'actions. Il s'agit de prendre une AMO pour aboutir à des plans d'actions de prévention qui

ne sont pas encore établis aujourd'hui. L'objectif est de constituer et d'animer des groupes de travail avec les collectivités, les établissements de santé et les industriels pour les faire monter en compétences.

Concernant les PFAS plus spécifiquement, des liens pourrait être établis entre les plans d'actions découlant des démarches RSDE (assainissement) des actions menées par les DREAL auprès des industriels suite à la campagne 2023-2024 et les plans d'actions préventifs mis en place pour l'eau potable (PGSSE).

## ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 3. Objet du marché

Le marché a pour objet d'accompagner l'Agence de l'Eau Adour-Garonne dans le lancement et l'animation d'un réseau d'échanges sur les micropolluants (volet préventif) sur une durée d'un an, reconductible deux fois sur tacite reconduction, le portant à une durée maximale totale de trois ans (2026-2028).

Le marché vise le domaine assainissement (et pourra faire l'objet d'interventions ponctuelles concernant les domaines eau potable et agriculture). Le marché cible les actions **préventives** de réduction à la source des micropolluants.

Le périmètre du réseau d'échange objet du présent marché correspond au territoire couvert par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Les missions confiées seront les suivantes :

- Créer le réseau d'échanges et en assurer la bonne communication (notamment sur les réseaux appropriés) en vue de fédérer le plus d'acteurs concernés possible,
- Animer ce réseau d'échanges entre les acteurs concernés (collectivités, établissements de santé, industriels et artisans) du Bassin Adour-Garonne pour faciliter le partage, la montée en compétence, la mise en œuvre d'actions territorialisées pour la prévention des rejets de micropolluants et de microplastiques vers les milieux aquatiques (partage de connaissances et de retours d'expériences, formations, journées techniques, ...),
- Organiser les échanges, réunions, ateliers associés permettant de faire avancer efficacement les actions prévues,
- Produire et rédiger différents livrables.

### 4. Pouvoir adjudicateur

Les prestations sont à réaliser pour le compte de :

**Agence de l'eau Adour Garonne**, ci-après désigné par le terme « l'Agence »

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

### 5. Allotissement

L'objet du présent marché ne justifie pas la décomposition en lots qui n'est pas prévue.



## **6. Décomposition en tranches**

Le présent marché ne prévoit pas de décomposition en tranche.

## **ARTICLE 2 – MODE DE DEVOLUTION ET FORME DU MARCHÉ**

### **1. Mode de dévolution du marché**

Le marché est passé suivant une procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

### **2. Forme du marché**

Le marché prend la forme d'un marché à prix global et forfaitaire.

### **3. Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L 2122-1 et R 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivants :

1. L'acte d'engagement (1.AE) et ses annexes (notamment les actes spéciaux de sous-traitance (formulaire DC4) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, l'organigramme présenté par le titulaire dans le cadre de son offre), dûment complétés et signés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (2.CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
3. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI) ;
4. Le mémoire technique du titulaire, tel que décrit dans le règlement de la consultation ;
5. La décomposition du prix global et forfaitaire (3.DPGF) dûment complété et signé par le titulaire.

Bien que non jointe physiquement au marché, la pièce n° 3 relative au CCAG PI est réputée connue du titulaire.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG PI, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCP, du CCAG-PI ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

## ARTICLE 4 – DONNEES DISPONIBLES

Le prestataire bénéficiera pour la réalisation de ses missions :

- De la liste des contacts de l'Agence,
- Ponctuellement, de l'appui du service Communication de l'Agence
- Bilans RSDE et PFAS connus à date

## ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION

La prestation du titulaire du marché est divisée en trois missions détaillées ci-après.

Pour chacune des missions 1 à 3, le prix indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire inclura le coût lié à la préparation puis à la tenue des réunions ainsi que le prix de la rédaction des livrables indiqués ci-dessous.

A titre préliminaire, il est rappelé que dans le cadre de son offre, le titulaire a présenté un organigramme relatif à l'équipe dédiée à la réalisation des prestations objet de ce marché. Comme stipulé à l'Acte d'engagement, cet organigramme est contractuel. Toute modification de l'équipe indiquée devra faire l'objet d'une notification à l'Agence par écrit a minima 15 jours avant sa modification effective par un changement de personne.

Cette notification se fera sous la forme d'une demande d'agrément à laquelle sera annexée une note descriptive du profil complet de la personne envisagée permettant d'attester qu'elle dispose a minima des mêmes compétences et de la même expertise que la personne remplacée.

Concernant les interlocuteurs aux COPIL et aux réunions de sensibilisation et d'échanges, à défaut du respect des dispositions ci-dessus, une pénalité pourra être appliquée dans les conditions prévues à l'article 11 infra.

### ➤ **MISSION 1 : Réunions avec le Comité de Pilotage**

Dès le début de la mission, un Comité de Pilotage (COPIL) sera formé et sera composé à minima de :

- **L'Agence de l'Eau Adour-Garonne :**
  - Au siège :
    - La chargée d'études micropolluants et réutilisation des eaux non conventionnelles
    - La chargée de mission micropolluants, réutilisation des eaux non conventionnelles et innovation
    - Un représentant du service industrie
    - Un représentant du service assainissement
    - Un représentant du service surveillance des milieux (à priori, Le chef de Mission Expertise, Valorisation et Acquisition de la Donnée de Surveillance)
    - Un représentant du service communication
  - Chargés d'intervention des délégations, selon besoin
- **L'ARS de bassin** (le responsable cellule mutualisée Eaux)
- **DREAL :**
  - DREAL de Bassin (la cheffe de projet pollution des eaux)
  - DREAL Occitanie
  - DREAL Nouvelle-Aquitaine
  - **NOTA :** La DREAL Nouvelle-Aquitaine Service environnement industriel pourra également participer ponctuellement à des réunions spécifiques.
  -
- **Région :**
  - Région Occitanie

- Région Nouvelle-Aquitaine
- **Le prestataire titulaire du marché d'AMO.**

Le prestataire organisera et participera aux diverses réunions du COPIL dont l'objectif sera de :

- Préciser les modalités des missions 2 et 3,
- Suivre l'avancée des missions confiées au prestataire,
- Le cas échéant, réorienter les missions confiées au prestataire pour les adapter aux besoins des acteurs ciblés par le réseau d'échanges.

Cette mission 1 sera dimensionnée pour **trois réunions** (en moyenne, une réunion par trimestre).

A minima deux semaines avant chaque réunion du COPIL, le prestataire soumettra pour avis à l'Agence un ordre du jour qu'il transmettra aux divers intervenants une fois validé.

A minima une semaine avant chaque réunion du COPIL, le prestataire soumettra pour avis à l'Agence un powerpoint de présentation selon le contenu de l'ordre du jour validé préalablement par l'Agence.

Dans les 72 heures suivant chaque réunion du COPIL, le prestataire établira un compte-rendu qu'il diffusera à tous les intervenants.

**Livrables :**

- *Ordre du jour*
- *Powerpoint de présentation pour chaque COPIL*
- *Compte-rendu de chaque réunion du COPIL*

➤ **MISSION 2 : Création du réseau d'échanges et entretien de sa dynamique**

Le prestataire créera le réseau d'échanges et en assurera la bonne dynamique (notamment via la communication sur les réseaux appropriés et sur le site de l'Agence – appui possible du service communications de l'Agence) en vue d'attirer le plus possible les acteurs concernés du Bassin Adour-Garonne : collectivités, établissements de santé, industriels et artisans. En ce sens, le prestataire privilégiera les contacts auprès des organisations fédératrices d'acteurs en lien avec la démarche (fédérations, associations, Chambres de Commerce et d'Industrie, ...). Il soumettra à l'avis de l'Agence la méthodologie qu'il compte déployer afin de :

- Fédérer les acteurs,
- Convaincre les acteurs à se mobiliser dans la démarche et assister aux réunions du réseau d'échanges,
- Entretenir la dynamique du réseau d'échanges.

Tous les supports de communication externes devront être préalablement validés par le COPIL, qui lui-même définira les vecteurs de diffusion (réseaux, mail, sites internet,...).

Le prestataire n'aura pas à effectuer l'action de diffusion des supports de communication sur les sites internet de l'Agence, des DREALs et des Régions. En revanche, il aura à sa charge la diffusion de ces supports sur tout autre vecteur de diffusion choisi par le COPIL. Il formalisera la liste des acteurs impliqués dans le réseau d'échanges (en la catégorisant par filière) et tiendra cette liste à jour.

**Livrables :**

- *Note méthodologique de fédération des acteurs et d'entretien de la dynamique du réseau d'échanges*

- *Supports de communication destinés à être diffusés sur les vecteurs de diffusion validés par le COPIL*  
*Liste synthétisant les coordonnées des acteurs impliqués dans le réseau d'échanges, catégorisés par filière (1 liste par filière : collectivités, établissements de santé, industriels et artisans)*

### ➤ **MISSION 3 : Animation et accompagnement du réseau d'échanges**

#### **Tâche 3.1 : Information et sensibilisation des acteurs**

Le prestataire informera et sensibilisera les acteurs du Bassin Adour-Garonne aux enjeux « micropolluants » sur notre bassin.

En préambule, un état des lieux des démarches territoriales de prévention des micropolluants concernant le domaine assainissement mais aussi les domaines eau potable et agriculture sera réalisé auprès des acteurs du bassin.

Le prestataire organisera notamment des réunions de sensibilisation sur les thèmes spécifiques suivants (liste non exhaustive) :

- RSDE
- Résidus médicamenteux
- PFAS
- Autres polluants émergents (microplastiques, nanoplastiques, pesticides et métabolites associés émergents, ...)

Pour chaque réunion de sensibilisation ci-dessus, le prestataire proposera et soumettra à l'avis de l'Agence la forme qui lui semble le plus adaptée entre une réunion « tous acteurs confondus » ou bien « par filière : collectivité, établissements de santé, industriels et artisans ». Dans chaque cas, il dressera un inventaire des avantages et inconvénients permettant à l'Agence de choisir la forme qui sera déployée.

Cette tâche 3.1 sera dimensionnée pour **quatre réunions de sensibilisation en visio** (en moyenne, une réunion par trimestre). Chaque réunion de sensibilisation sera organisée par le prestataire qui se chargera également de lancer les invitations (à partir notamment de la liste des contacts de l'agence et de son propre réseau de relations) et d'animer la réunion.

Dans les 72 heures suivant chaque réunion de sensibilisation, le prestataire établira un compte-rendu qu'il diffusera à tous les intervenants.

Chaque réunion de sensibilisation sera précédée d'échanges préparatoires permettant notamment d'aborder l'ordre du jour des réunions de sensibilisation ainsi que le support de sensibilisation des acteurs.

#### **Livrables :**

- *Pour chaque réunion de sensibilisation :*
  - *Ordre du jour*
  - *Support de sensibilisation des acteurs*
  - *Compte-rendu des échanges lors des réunions de sensibilisation*

#### **Tâche 3.2 : Animation du réseau d'échanges**

L'objectif de ce réseau est de permettre les échanges en mélangeant les divers acteurs (collectivités, établissements de santé, acteurs économiques) afin de co-construire des actions communes (plutôt que de déployer des stratégies cloisonnées par type d'acteur).

En ce sens, le prestataire organisera et animera des réunions d'échanges selon les modalités qui lui semblent être les plus pertinentes pour remplir l'objectif indiqué ci-avant. Ayant pour vocation de faire monter en compétences les acteurs concernés, le but de ces réunions est de :

- Partager les connaissances, les pratiques (bonnes ou « mauvaises ») et les retours d'expérience
- Inciter et aider les acteurs concernés à mettre en œuvre des actions préventives de maîtrise et de réduction des rejets de micropolluants dans le cadre du RSDE et au-delà
- Faire tendre vers des actions communes ou groupées, dans la mesure du possible et des opportunités. Ainsi, le prestataire assurera la fluidité de communication et la mise en relation entre les acteurs concernés afin d'accélérer la mise en œuvre d'actions.

Les thèmes abordés lors de ces réunions seront notamment (liste non exhaustive) :

- La réglementation (à noter qu'une relecture par les DREALs sera nécessaire en amont des réunions abordant les sujets réglementaires)
- La mise à jour des conventions spéciales de déversement dans les réseaux publics d'eaux usées
- Les modalités de communication et de sensibilisation grand public (à ce titre, les supports de communication qui ont montré leur efficacité sur le terrain pourront être réutilisés par les membres du réseau)
- La méthodologie d'élaboration des plans d'action, l'indication du contenu des plans d'actions et les modalités de suivi opérationnel des plans d'actions

Le prestataire détaillera dans le mémoire technique de son offre la méthodologie qu'il propose de mettre en œuvre (notamment pour éviter le déploiement de stratégies cloisonnées par type d'acteur).

Cette tâche 3.2 sera dimensionnée pour **dix réunions d'échanges, dont certaines en présentiel et d'autres en visio** (en moyenne, une réunion d'échanges par mois, hors juillet/août). Les réunions en présentiel auront lieu dans les locaux du siège de l'Agence (à Toulouse) ou à Bordeaux, Toulouse ou Pau. Le prestataire prévoira ainsi des déplacements dans ces trois villes.

Chaque réunion d'échange sera organisée par le prestataire qui se chargera également de lancer les invitations (à partir notamment de la liste des contacts de l'agence et de son propre réseau de relations) et d'animer la réunion.

Dans les 72 heures suivant chaque réunion d'échanges, le prestataire établira un compte-rendu qu'il diffusera à tous les intervenants.

Chaque réunion d'échanges sera précédée d'échanges préparatoires permettant notamment d'aborder l'ordre du jour des réunions de travail ainsi que le cas échéant, le support pour les réunions d'échanges.

Selon l'ordre du jour, des interventions ponctuelles pourront avoir lieu pour aborder des sujets concernant les domaines eau potable et agriculture.

#### **Livrables :**

- *Pour chaque réunion d'échanges :*
  - *Ordre du jour*
  - *Powerpoint selon ordre du jour*
  - *Compte-rendu des échanges lors des réunions de travail*

### **Tâche 3.3 : Mise en place et alimentation d'un outil de partage**

Le prestataire déploiera et fera vivre une plateforme d'échanges accessible à l'ensemble des acteurs impliqués dans le réseau d'échanges afin de centraliser et partager les divers livrables. **Cette plateforme sera exempte de tous droits** (exemple : Teams, Sharepoint, ...).

Le prestataire créera et alimentera également une foire aux questions permettant de synthétiser les diverses questions abordées ainsi que les réponses apportées.

#### **Livrable :**

- Foire aux Questions

### **FORMAT DES LIVRABLES :**

Le prestataire transmettra les livrables selon les formats suivants :

- S'il s'agit de pièces écrites : format .DOCX ou .PDF ou .XLSX
- S'il s'agit de données géographiques : format .SHP
- S'il s'agit de données sur l'eau : format SANDRE

Le prestataire intégrera le logo des divers acteurs du COPIL sur tous les livrables écrits par ses soins, y compris les supports de communication.

## **ARTICLE 6 – SUIVI DES PRESTATIONS ET REUNIONS**

### **1. Suivi par l'Agence**

La prestation sera suivie par des agents de la Direction de l'intervention experts sur la thématique des micropolluants, et qui pourront être notamment :

- La chargée d'études micropolluants et réutilisation des eaux non conventionnelles
- La chargée de mission micropolluants, réutilisation des eaux non conventionnelles et innovation

Qui constitueront les interlocutrices privilégiées du prestataire (référente : la chargée d'études, suppléante : la chargée de mission), et échangeront régulièrement avec le prestataire par téléphone échanges de mails ou réunions en présentiel ou en visioconférence (qui viennent s'ajouter aux réunions prévues dans les missions 1 à 3), autant que de besoin.

L'ensemble de ces échanges est réputé inclus dans la mission du prestataire.

### **2. Représentant du titulaire**

L'équipe présentée par le prestataire dans son offre est en charge des prestations pendant toute sa durée. **Toute modification d'une personne composant cette équipe doit être soumise à l'acceptation préalable de l'équipe de suivi par l'Agence (cf. Article 6.1 du présent CCP), dans les conditions et délais prévus par les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI applicable.**

## **ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAGPI s'appliquent.

Si la mission confiée nécessite que le titulaire mette en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Agence, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, une convention est établie à cet effet entre l'agence et le titulaire lors de la notification du marché. Cette convention précise :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Si le titulaire considère qu'une saisine constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'agence. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'agence avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

## **ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE ET CALENDRIER**

### **1. Durée du marché**

Le marché prend effet à sa notification. Le délai global d'exécution de la prestation est d'un an, reconductible deux fois par tacite reconduction.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ne souhaiterait pas reconduire le marché, il le notifiera au prestataire dans un délai minimal de deux mois avant le terme de la période considérée.

### **2. Calendrier**

Les missions sont à mener à compter de début 2026.

## ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE

### 9.1- Nature des prix

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement du titulaire sont révisibles.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes ainsi que les frais de déplacements induits par la mission et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

La TVA est appliquée en sus au taux en vigueur.

### 9.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles selon les modalités décrites ci-après :

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché en appliquant la formule :  $P = P_0 \times (0,2 + 0,8 \times S/S_0)$

dans laquelle :

P = le prix révisé HT ;

P<sub>0</sub> = le prix initial HT figurant dans l'acte d'engagement ;

S = indice Syntec révisé du mois m-2, m étant le mois de révision ;

S<sub>0</sub> = indice Syntec révisé du mois m<sub>0</sub> - 2, m<sub>0</sub> étant le mois de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux prestations réalisées postérieurement à la date de révision.

## ARTICLE 10 – MONTANT MAXIMAL DU MARCHE

SANS OBJET

## ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD

### 1. Modalités de calcul

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, si l'agence envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$
----------------------

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;



V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;  
R = le nombre de jours calendaires de retard.

## **2. Pénalité pour modification des interlocuteurs désignés**

Conformément à l'article 5 supra, des pénalités sont prévues en cas de non-respect des dites dispositions. Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, et pour toute modification de personne prévue à l'organigramme n'ayant pas obtenu un agrément de l'Agence notifié par écrit, une pénalité de 200 € (deux cents euros) par jour calendaire de retard pourra être appliquée, par dérogation à l'Article 14.1 du CCAG PI. Ces pénalités sont cumulatives si cela concerne plusieurs personnes de l'organigramme.

## **3. Plafonnement**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du marché sur lequel porte le retard (forfait).

## **4. Exonération et mise en recouvrement des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le marché ne prévoit pas d'exonération de pénalités.

Toutefois, le titulaire est averti que les pénalités ne seront pas mises en recouvrement tant que le montant total de celles-ci pour la durée du présent marché telle que définie à l'article 8 ci-dessus, n'excèdera pas 30 euros.

Au-delà de ce montant, les pénalités cumulées dès le 1er euro seront alors mises en recouvrement.

## **5. Pénalités en cas de cotraitance**

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, les pénalités seront partagées :

- Soit au prorata de la part du marché incombant à chaque membre par rapport au montant total dudit marché, dans le cas où le retard est imputable à l'ensemble des entreprises constituant le groupement ;
- Soit sur la part du marché du ou des membre(s) sur lequel (lesquels) le retard est clairement imputable.

# **ARTICLE 12 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS**

## **1. Vérifications des prestations**

Les vérifications sont effectuées après exécution de la prestation correspondante.  
Les vérifications prévues sont effectuées dans les conditions prévues de l'article 28 du CCAG-PI.

## **2. Décisions après vérification**

Au terme des opérations de vérification ci-dessus, l'Agence peut prendre des décisions d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI. Les décisions de réfaction et de rejet notifiées au titulaire sont motivées et le titulaire peut présenter ses observations, dans les conditions et délais prévus audit article 29 du CCAG PI.

## **ARTICLE 13 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'Agence se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution d'un marché à l'issue des missions prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité et entraînera la résiliation du marché.

## **ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE**

### **1. Propriété des données**

Les données intégrées, générées ou mises à dispositions dans le cadre du marché appartiennent à l'agence de l'eau Adour-Garonne. Toute réutilisation, en dehors de toute demande expresse de l'Agence, engage la responsabilité contractuelle du titulaire pour atteinte à son droit de propriété intellectuelle.

Il est demandé au prestataire de conserver à minima ces données durant la durée du présent marché afin de faciliter les demandes complémentaires le cas échéant.

### **2. Propriété des résultats**

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG PI, le titulaire cède à titre exclusif, à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au présent marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au marché. Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées couvrir l'ensemble des droits cédés.

Par ailleurs, l'Agence interdit au titulaire toute exploitation à des fins commerciales ou non des résultats de la prestation.

## **ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT**

### **1. Présentation de la demande de paiement**

Les demandes de paiement (factures), comportent au minimum les mentions suivantes :

- Nom et raison sociale du créancier,
- N° d'identification SIREN ou SIRET le cas échéant,
- Coordonnées bancaires complètes,
- N° du marché,
- Date d'exécution des prestations ou taux d'avancement des prestations
- Désignation du débiteur (Pouvoir adjudicateur à l'occurrence l'Agence),
- Désignation des prestations exécutées ou taux d'avancement,
- Prix de règlement,
- Montant total hors taxes (HT),
- Montant et taux de TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises (TTC) des prestations livrées ou exécutées,
- Numéro et date de facturation.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

**1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> .  
Le code SIRET de l'agence est le **183 100 064 00033**.

**2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

**3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

En cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut établir une facture en un seul original papier et l'adresser ou la remettre au siège de l'agence de l'eau Adour Garonne :

**Agence de l'eau Adour Garonne**  
**90 rue du Férétra**  
**CS 87801**  
**31078 CEDEX 4**

## **2. Cotraitance**

En cas de cotraitance, les demandes de paiement sont établies et présentées suivant les conditions mentionnées à l'article 12 du CCAG PI.

## **3. Financement du marché**

Le financement du marché est assuré sur les fonds propres de l'Agence.

## 4. Modalités de paiement

### 15.4.1 Avance

Une avance est accordée dès lors que les conditions de l'article R2191-3 et suivant du code de la commande publique sont remplies sauf si son versement est refusé par le bénéficiaire. Dans ce cas, l'option A du CCAG PI s'applique.

Le montant du marché donnant lieu au versement de l'avance correspond au montant forfaitaire hors enveloppe pour réunions (au nombre de 12) et ateliers supplémentaires (au nombre de 2).

Le titulaire ou le cotraitant ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 :

- Lorsque ceux-ci sont des petites ou moyennes entreprises au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30%. Dans ce cas, l'avance est versée selon les dispositions du code de la commande publique et remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteint 70 % du montant toutes taxes comprises du marché tel que déterminé ci-dessus.
- Lorsque ceux-ci ne sont pas des petites ou moyennes entreprises au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%. Dans ce cas, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Son remboursement intervient lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché tel que déterminé ci-dessus, et se termine lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% de ce même montant.

### 15.4.2 Acomptes et solde

Les prestations objet du marché, peuvent faire l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait suivant les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à l'admission des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement présentée dans les conditions prévues à l'article 16.1 ci-dessus.

Il est rappelé que le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations effectuées.

### 15.4.3 Délai de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

### 15.4.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier

jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **5. Comptable assignataire de la dépense**

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

## **6. Cession de créances**

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est l'ordonnateur de l'agence concernée par la créance.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable de l'agence.

## **ARTICLE 16 – ASSURANCES**

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché devra justifier qu'il est titulaire d'une police de responsabilité civile, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, en cours de validité. Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1240 et suivants du code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'agence de l'eau Adour-Garonne à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat.

Le titulaire du marché doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'agence de l'eau Adour-Garonne, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'agence de l'eau Adour-Garonne exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande l'agence de l'eau Adour-Garonne se réserve le droit de résilier le marché.

## **ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE (services uniquement)**

### **1. Agrément du sous-traitant**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-

traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance.

Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

## **2. Paiement direct au sous-traitant**

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse parallèlement sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé. À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes. La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique l'article R2193-11 du code de la commande publique, au nom du pouvoir adjudicateur alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures au nom du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après. Ce délai court :

- soit à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

## **ARTICLE 18 – MODIFICATION RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire selon les modalités de son choix (Place...). L'agence de l'eau Adour-Garonne met à disposition gracieusement les services de e-attestation (<http://www.e-attestations.fr>).

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique des coûts de revient).

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui sont notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau titulaire.

## **ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE**

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI s'appliquent.

Si le titulaire ne se soumet pas aux prescriptions et délais figurant dans la lettre de mise en demeure que l'Agence lui notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation à ses torts sera prononcée.

Dans ce cas, l'Agence pourra avoir recours à un tiers pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée du marché pour assurer les prestations défaillantes, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG PI.

Elle fera donc procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues, aux frais et aux risques du titulaire qui devra supporter l'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché.

Ce supplément figurera alors dans le décompte de résiliation qui sera établi.

## **ARTICLE 20 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ**

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

## **ARTICLE 21 – DIFFERENDS**

### **1. Différends**

Les dispositions de l'article 43 du CCAG PI s'appliquent.

Il est rappelé que tout différend entre le titulaire et l'Agence doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour, où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En l'absence d'accord entre les parties, les parties peuvent avoir recours aux comités consultatifs de règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges dont dépend l'agence :

DRJSCS d'Aquitaine

Comité consultatif de règlement amiable des litiges

103 bis rue de Belleville , BP 952

33000 Bordeaux.

Téléphone : +33 557 019 751

Télécopie : +33 557 019 666

### **2. Tribunal compétent**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif dont dépend le pouvoir adjudicateur soit le :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV 31068 Toulouse Cedex 7

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr



Adresse Internet: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Adresse Télérecours : <http://www.telerecours.fr>

## ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Article 11.1	Article 14.1.1
Article 11.2	Article 14.1
Article 11.3	Article 14.1.2
Article 11.4	Article 14.1.3
Article 14.2	Article 35.1.1

Fait à Toulouse, le 22/10/2025

Elodie GALKO

Directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice générale adjointe Ressources